

Bulletin d'histoire politique

Vichy, la France libre et le Canada français: bilan historiographique

Éric Amyot



Volume 7, numéro 2, hiver 1999

Vichy, la France libre et le Canada français

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060317ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060317ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Amyot, É. (1999). Vichy, la France libre et le Canada français: bilan historiographique. *Bulletin d'histoire politique*, 7(2), 9–17.
<https://doi.org/10.7202/1060317ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Vichy, la France libre et le Canada français: bilan historiographique

•••

Éric Amyot
historien

En 1994, un article publié dans *Le Devoir*¹ et un ouvrage d'Yves Lavertu² révélaient aux Québécois, stupéfaits, que des collaborateurs français trouvèrent, après la guerre, refuge et asile au Québec. Du même souffle, on apprenait que le maréchal Pétain et la Révolution nationale avaient bénéficié d'importantes sympathies au Canada français. Un épisode oublié de notre histoire collective se retrouvait soudainement au cœur de l'actualité.

Les révélations de l'été 1994 n'ont pourtant que confirmé ce que plusieurs chercheurs connaissaient déjà. Loin des fracas, depuis plusieurs années, chercheurs et témoins de l'époque avaient entamé la réflexion sur le Québec des années quarante. Les rapports franco-canadiens pendant la Seconde Guerre mondiale n'étaient pas non plus restés totalement oubliés des historiens.

Certains auteurs français, dont les ouvrages couvrant la période sont maintenant devenus des classiques, font état au passage des rapports entre l'opinion publique canadienne-française et le pétainisme ou le gaullisme. C'est le cas de Marc Ferro, qui consacre quelques pages de son monumental *Pétain* aux sympathies vichystes au Québec, ce qu'il appelle le «pétainisme sans l'occupation³»; de Jean-Baptiste Duroselle qui, dans son ouvrage de référence sur la politique étrangère de la France pendant la Deuxième Guerre mondiale, mentionne le travail des représentants gaullistes au Canada⁴; ou encore de Jean Lacouture qui, dans son incontournable biographie du général de Gaulle, rappelle l'accueil chaleureux donné par les foules québécoises et montréalaises au chef des Français libres en 1944⁵. Plus récemment, dans sa contribution à l'histoire de la France libre, Jean-Louis Crémieux-Brilhac honore le travail accompli par Élisabeth de Miribel au Canada⁶.

Au Canada et au Québec, les travaux d'historiens de renom n'ont pas non plus totalement ignoré les réalités complexes des relations franco-canadiennes entre 1940 et 1945. Robert Rumilly, dans son *Histoire de la province de Québec*⁷, revient plus d'une fois sur les sentiments favorables des Canadiens français envers le maréchal Pétain. Rumilly ne manque pas une occasion d'attaquer les porte-parole de la France libre au Canada. André Laurendeau, dans son compte rendu de la crise de la conscription de 1942, fait également allusion à la France de Vichy⁸. Selon Mason Wade, l'intérêt pour la rivalité Pétain-de Gaulle ne dépassait guère les milieux intellectuels canadiens-français⁹. Dans leurs autobiographies, Georges-Henri Lévesque¹⁰, Jean-Louis Gagnon¹¹ et Georges-Émile Lapalme¹², s'arrêtent brièvement sur l'accueil réservé à la France libre et à la France de Vichy par les Canadiens français. Plus récemment, Gérard Laurence consacrait quelques pages de sa collaboration au collectif *La guerre des ondes*¹³ à la propagande vichyste au Canada, alors que Granatstein s'intéressait à l'impact de l'opinion canadienne-française sur la politique française d'Ottawa¹⁴.

Au-delà de ces références parfois très courtes, il existe aussi quelques ouvrages qui étudient explicitement les relations France-Canada pendant la guerre. La prise de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon le 24 décembre 1941 par une escadrille de la marine de la France libre a déjà été largement étudiée. Plusieurs acteurs nous ont livré leurs témoignages. Dans leurs ouvrages respectifs, l'amiral Muselier¹⁵ et le commandant Villefosse¹⁶, les principaux architectes de l'opération — avec Alain Savary — règlent certains comptes avec de Gaulle... Douglas Anglin a, quant à lui, sereinement étudié toute la question. Son ouvrage sert encore de référence¹⁷. Et récemment, David Woolner déposait à l'Université McGill un mémoire de maîtrise étoffé sur les conséquences diplomatiques du ralliement de l'archipel par les Français libres¹⁸.

Les missions effectuées par le diplomate canadien Pierre Dupuy à Vichy pour le compte du gouvernement britannique ont également attiré l'attention des historiens. Le principal intéressé a laissé pour la postérité ses réflexions sur ses voyages¹⁹. La guerre était à peine terminée que déjà la «mission Dupuy» se trouvait au centre du débat sur le possible double jeu du maréchal Pétain. Il y a quelques années, Robert Frank ramenait à sa juste valeur le rôle de Dupuy dans les relations anglo-vichystes²⁰.

Les ouvrages déjà cités ne font qu'effleurer la question des rapports franco-canadiens pendant la guerre, le plus souvent pour en souligner l'impact sur les relations entre les puissances anglo-saxonnes et les deux organisations françaises rivales. Il existe pourtant une historiographie, peu prolixe mais de qualité, qui se penche en partie ou en totalité sur la dynamique des relations France-Canada pendant la guerre.

Nous avons la chance de pouvoir compter sur les témoignages de quelques acteurs-clés de l'époque. René Ristelhueber nous a laissé, dans la *Revue des Deux Mondes*, le compte rendu, quelque peu édulcoré, de son passage au Canada à titre de ministre de Vichy²¹. Oubliant son propre rôle, Ristelhueber fait l'éloge du Premier ministre canadien, insistant sur la volonté d'accommodement de Mackenzie King pour qui de Gaulle, Pétain, Darlan ou Giraud «ne représentaient [...] que l'enveloppe changeante et éphémère recouvrant l'âme du peuple français en laquelle il gardait toute sa confiance»²².

Plus récemment, deux Français libres ont témoigné de leurs activités au Canada pendant la guerre. Élisabeth de Miribel, l'âme du mouvement gaulliste au Canada, consacre plus de la moitié de son autobiographie à son combat en terre d'Amérique pour le général de Gaulle²³. C'est le récit d'un combat de tous les jours pour convaincre une opinion publique gagnée à la devise du maréchal Pétain, «Famille, Travail, Patrie», et rétive au mouvement gaulliste, repaire de Juifs, de communistes et de francs-maçons. C'est également l'histoire d'une lutte incessante avec la communauté française de Montréal, sensible au conservatisme de Vichy et sourde aux directives venues de Londres. Le témoignage d'Élisabeth de Miribel concorde avec celui de Gladys Arnold²⁴, canadienne-anglaise qui, de l'été 1941 jusqu'à la fin de la guerre, offrira aux Français libres ses talents de journaliste et ses contacts dans les milieux gouvernementaux d'Ottawa.

Quelques chercheurs se sont attardés à étudier l'opinion publique canadienne-française face au régime de Vichy et au mouvement de la France libre. Avec sa thèse de doctorat déposée en 1975 à l'Université de Bordeaux III, Sylvie Guillaume a défriché le terrain²⁵. Dépouillant les principaux journaux de l'époque, Guillaume conclut que, mis à part *Le Devoir*, qui dès l'été 1940 applaudit les réformes entreprises à Vichy, la presse francophone du Canada, craignant «de ternir l'image de la France, que l'on veut, malgré tout, préserver»²⁶, reste discrète sur la lutte de Gaulle-Pétain et sur les politiques de l'État français.

Robert Arcand, dans un article publié dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*²⁷, s'est penché à son tour sur le discours de la presse canadienne-française. Analysant le contenu éditorial de deux journaux libéraux (*Le Soleil* de Québec et *Le Canada* de Montréal) et de deux journaux clérico-nationalistes (*L'Action catholique* de Québec et *Le Devoir* de Montréal), Arcand conclut que, contrairement au discours — qu'il dit largement répandu à l'époque²⁸ — voulant que le Québec des années quarante ait été une forteresse pétainiste, la question française en fait, divisa la presse canadienne-française. La presse libérale, après avoir hésité quelques mois, appuiera, à partir du début de l'année 1941, le général de Gaulle. De leur côté, même s'ils approuvent les objectifs de la Révolution nationale,

«*Le Devoir* et *L'Action catholique* réagissent différemment à l'imbroglio français»²⁹. Le quotidien de Montréal, ignorant de Gaulle, prend corps et âme pour Pétain, alors que le journal de l'archevêché de Québec refuse de choisir entre les deux prétendants à la légitimité française.

Un an auparavant, en 1990, Stéphane Dionne déposait un mémoire de maîtrise à l'Université de Montréal dont les conclusions recourent celles d'Arcand³⁰. Comme Arcand, Dionne fouille le contenu de quatre journaux canadiens-français (*Le Soleil*, *L'Action catholique*, *La Presse*, *Le Devoir*) pour cerner l'humeur de l'opinion. D'après Dionne, les Canadiens français, bien qu'initialement sympathiques aux objectifs du maréchal Pétain, ne furent pas réfractaires au général de Gaulle. Bien au contraire, si l'on se fie aux conclusions de Dionne, «lorsque survient la libération de Paris en août 1944, c'est l'explosion de joie dans la province de Québec et de Gaulle est salué comme un héros par la presse écrite canadienne-française»³¹.

La publication à l'automne 1994 de l'ouvrage de Lavertu sur les collaborateurs français au Québec, suivie peu après du colloque sur les Canadiens français et la Deuxième Guerre mondiale, organisé par l'Association québécoise d'histoire politique, se sont heureusement ajoutés au corpus plutôt mince d'études portant sur l'opinion canadienne-française pendant la guerre. Dans son ouvrage sur «L'Affaire Bernonville», Lavertu consacre plusieurs pages au «pétainisme» québécois³². Pour Lavertu, les sympathies canadiennes au régime de Pétain découlent des affinités idéologiques entre la pensée clérico-nationaliste, dominante au sein de l'élite canadienne-française, et la Révolution nationale³³. Dans l'optique de l'histoire des idées au Québec, le pétainisme québécois ne serait donc pas une anomalie historique. Lavertu fait toutefois bien attention, à juste titre, de ne pas donner l'impression que le pétainisme triomphe sans opposition au Québec. Dès 1940, les Français libres eurent leurs partisans, pour la plupart issus des milieux libéraux. Dans sa contribution au colloque cité plus haut, Fabrice Mosseray reprend, pour l'essentiel, les points soulevés par Lavertu³⁴.

Les révélations de 1994 ont inspiré une nouvelle génération de chercheurs. Depuis 1996, trois nouveaux mémoires de maîtrise sont venus apporter des précisions en ce qui a trait à l'opinion publique canadienne-française à l'endroit de la France de Vichy et de la France libre. Avec son mémoire, Jenny-Louise Sexton reprend la thèse de Robert Arcand: la division du milieu intellectuel canadien-français entre partisans du maréchal Pétain et sympathisants du général de Gaulle, division qui respecte pour l'essentiel la ligne de partage entre les adeptes du clérico-nationalisme et du libéralisme³⁵.

De son côté, Ivan Carel aborde un aspect jusque là pratiquement inexploré par les chercheurs: la réaction des régions du Canada français aux événements français³⁶. Plus précisément, Carel évalue la couverture

accordée par le journal trifluvien *Le Nouvelliste* à la France de Vichy et à la France libre. Le journal (propriété du sénateur Jacob Nicol qui contrôlait également *Le Soleil* et *L'Événement* de Québec), ballotté entre son appui pour les politiques internes du régime de Vichy et son admiration pour les exploits de la France libre, refusera, contrairement à la majorité des journaux de Montréal ou de Québec, de trancher définitivement entre le maréchal Pétain et le général de Gaulle.

Finalement, dans son mémoire déposé en 1998, Lise Quirion évalue les positions prises par la presse canadienne-française lors du procès du maréchal Pétain en 1945³⁷. De façon convaincante, Quirion démontre que

«l'attitude des Canadiens français face à l'épuration française ne s'explique pas par les seules données qui lui sont intrinsèques et que, bien que cela puisse demeurer à l'état d'un axiome, les attitudes furent incontestablement déterminées par des inclinations idéologiques antérieures à cette période³⁸».

Outre l'opinion publique, les relations entre le gouvernement canadien et les deux prétendants à la légitimité française ont donné naissance, depuis le début des années quatre-vingt, à une littérature de qualité. Faisant figure de pionnier, J. F. Hilaire a publié en 1980 un article sur les relations entre le gouvernement canadien et la France libre³⁹. Plus précisément, Hilaire étudie les facteurs déterminant la politique canadienne à l'endroit des Français libres entre 1940 et 1944. Tout en mentionnant l'importance des contraintes internes (l'opinion publique en particulier), Hilaire insiste sur les facteurs externes (politique française de Londres et de Washington) qui restreignent la liberté de manœuvre du gouvernement canadien.

Quelques mois plus tard, c'est au tour de Paul Couture de nous livrer ses réflexions au sujet des rapports Canada-France pendant la guerre⁴⁰. La politique française du gouvernement canadien est encore une fois à l'honneur. Contrairement à Hilaire, Couture se penche aussi sur les relations Ottawa-Vichy. Il centre sa thèse sur l'impact de l'opinion publique sur la politique française du gouvernement King. Bien sûr, les impératifs de la diplomatie alliée empêchent le Canada d'adopter une politique entièrement indépendante. Mais, et Couture le démontre très bien, la pression alliée n'explique pas à elle seule la position canadienne.

En 1988, Dale Thomson publie *Vive le Québec libre*⁴¹, paru deux années plus tard en français sous le titre *De Gaulle et le Québec*⁴². L'ouvrage de Thomson couvre une période plus étendue que les seules années de guerre. Toutefois, l'auteur s'arrête longuement sur les relations entre la France libre d'une part, et l'opinion publique canadienne-française et le gouvernement

canadien d'autre part. À l'instar de Couture, Thomson insiste sur le poids de l'opinion sur les décisions de l'administration King. Par la suite, lors du colloque «De Gaulle et son siècle» organisé par l'institut Charles de Gaulle en novembre 1990, William M. Chandler reprenait les thèmes abordés par Couture et Thomson: le poids de l'opinion canadienne-française dans la politique française de Mackenzie King⁴³.

S'inscrivant en faux contre ce qu'il considère être une interprétation canadienne-anglaise des rapports entre la France et le Canada pendant la guerre, Samuel Trudeau, dans un mémoire déposé en 1996 à l'Université de Montréal, minimise l'importance des sentiments favorables des Canadiens français vis-à-vis Pétain⁴⁴. Pour Trudeau, c'est avant tout pour servir de relais à la diplomatie alliée que le Canada maintient jusqu'en 1942 ses relations diplomatiques avec la France de Vichy, et non pas pour plaire aux sentiments du Canada français.

Ne se limitant pas à la politique canadienne, Thomson et Chandler ont aussi étudié les rouages de l'organisation gaulliste au Canada. Ce travail avait déjà été amorcé en 1982 par Patrick Lambert⁴⁵. Dans son mémoire, tout en faisant l'historique de l'implantation gaulliste à Montréal et à Ottawa, Lambert place l'opinion, objet de la lutte Vichy-France libre, au cœur de son analyse. En 1990, Charles Halary publiait un article sur la communauté française de Montréal et ses rapports avec le général de Gaulle⁴⁶. Miné par des rivalités internes, l'organisation gaulliste au Canada parviendra difficilement à rallier une communauté française au départ favorable au maréchal Pétain.

En 1991, Sandrine Romy déposait à son tour un mémoire sur les relations France-Canada⁴⁷. Romy, à l'aide des archives diplomatiques françaises, arrive aux mêmes conclusions que Couture et Thomson: Mackenzie King ajusta sa politique française à la fois pour répondre aux besoins de la cause alliée et pour ne pas compromettre l'unité nationale. Signalons finalement la publication, en 1994, de l'ouvrage de Philippe Prévost sur les relations France-Canada de 1918 à 1944⁴⁸. Prévost consacre le tiers de son livre à la période qui nous intéresse.

Nous avons déposé une thèse de doctorat à l'Université McGill qui s'inscrit dans la suite logique des travaux de Couture, Thomson, Lambert et Romy⁴⁹. Comme eux, nous croyons que l'opinion publique canadienne-française a joué un rôle considérable dans l'évolution des rapports franco-canadiens de 1940 à 1945. Mais, alors que les recherches précédentes — à l'exception de celles effectuées par Thomson et Lambert — n'étudient que le poids de l'opinion sur les décisions de King, nous insistons sur la place de cette même opinion dans les calculs respectifs de Vichy et de la France libre. Contrairement à Thomson et Lambert, nous ne nous limitons pas à commenter la politique gaulliste au Canada, mais nous l'étudions en parallèle avec la politique du gouvernement vichyste. L'ouvrage se veut donc une

étude sur le poids de l'opinion sur les politiques canadiennes de Vichy et de la France libre et sur les moyens que prendront ces deux organisations pour maintenir ou gagner la sympathie de l'opinion, clé de la politique française de Mackenzie King.

De plus, l'étude introduit un aspect jusqu'ici ignoré par la plupart des chercheurs: l'impact du général Henri Giraud au Canada. Les rivalités entre le général Giraud et de Gaulle vont, au grand dam du gouvernement King, diviser l'opinion canadienne-française. L'union Giraud-de Gaulle, réalisée en juin 1943, donnera enfin un peu de répit aux autorités fédérales. Mais, même après l'été 1944, des secteurs de l'opinion canadienne-française refuseront toujours d'appuyer le général de Gaulle.

Depuis une dizaine d'années, le corpus d'œuvres historiques portant sur les rapports entre la France et le Québec des années quarante s'est considérablement accru. Le cinquantième anniversaire de la Deuxième Guerre mondiale et l'odeur de souffre associé à la période ne sont certes pas étrangers à l'intérêt que portent aujourd'hui les historiens et le public en général au sujet. Mais, au-delà des modes, l'étude des rapports entre les deux prétendants à la légitimité française et le Canada français enrichit notre connaissance historique.

Ces travaux s'inscrivent, pour la plupart, dans le renouveau de l'histoire politique du Québec. En étudiant les sympathies gaullistes et vichystes des Canadiens français, on contribue aussi à l'histoire des idées au Québec. De même, en s'intéressant aux réactions du gouvernement canadien à la situation française, c'est également les rapports entre Ottawa et la population canadienne-française que l'on analyse. Les textes de Carel, Beauregard et Quirion qui suivent en offrent d'ailleurs une éloquente illustration.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Gonzalo Arriaga et Jean-François Nadeau, «Maréchal, nous voilà», *Le Devoir*, 20 mai 1994.
2. Yves Lavertu, *L'Affaire Bernonville*, Montréal, VLB éditeur, 1994.
3. Marc Ferro, *Pétain*, Paris, Fayard, 1987, p. 687-688.
4. Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France. L'abîme, 1939-1944*, Paris, Imprimerie nationale, collection Point-Histoire, 1986, p. 410-411.
5. Jean Lacouture, *De Gaulle, I. Le rebelle*, Paris, Seuil, collection Point-Histoire, 1984, p. 798-799.
6. Élisabeth de Miribel fut, à partir d'août 1940, la cheville ouvrière et la conscience de la France libre au Canada. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre*, Paris, Gallimard, 1996, p. 260-263.
7. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec, tomes 38 à 40*, Montréal, Fides.
8. André Laurendeau, *La crise de la conscription, 1942*, Montréal, Éditions le Jour, 1962.

9. Mason Wade, *Les Canadiens français, de 1760 à nos jours. Tome II : 1911-1963*, Ottawa, Le Cercle du livre de France, 1963. Depuis Wade, la plupart des historiens minimisent l'importance de l'intérêt des Canadiens français pour le régime de Vichy.
10. Georges-Henri Lévesque, *Souvenances, tome I*, Montréal, Éditions La Presse, 1983.
11. Jean-Louis Gagnon, *Les apostasies, tome II: les dangers de la vertu*. Montréal, Éditions La Presse, 1988.
12. Georges-Émile Lapalme, *Le bruit des choses réveillées, tome I*, Ottawa, Leméac, 1969.
13. Gérard Laurence, «Province de Québec», dans Hélène Eck, *La guerre des ondes. Histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Lausanne, Bruxelles, Montréal, Armand Colin, Payot, Complexe, Hurtubise HMH, 1985.
14. J. L. Granatstein, *The Ottawa Men. The Civil Service Mandarins, 1937-1957*, Toronto et Oxford, Oxford University Press, 1982.
15. Amiral Muselier, *De Gaulle contre le gaullisme*, Paris, Éd. du Chêne, 1946.
16. Louis de Villefosse, *Les îles de la liberté, aventures d'un marin de la France libre*, Paris, Albin Michel, 1972.
17. Douglas G. Anglin, *The Saint-Pierre and Miquelon Affair of 1941*, Toronto, University of Toronto Press, 1966.
18. David B. Woolner, *Storm in the North Atlantic: the St. Pierre and Miquelon Affair of 1941*, mémoire de maîtrise en histoire, Université McGill, 1990.
19. Pierre Dupuy, «Mission à Vichy: novembre 1940», *International Journal*, vol. 22, no. 3, 1967, p. 395-401.
20. Voir Robert Frank, «Vichy et les Britanniques», dans Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992.
21. René Ristelhueber, «Mackenzie King et la France», *Revue des Deux Mondes*, 1er mars, 15 mars et 1er avril 1954.
22. *Ibid.*, p. 473.
23. Élisabeth de Miribel, *La liberté souffre violence*, Paris, Plon, 1981.
24. Gladys Arnold, *One Woman's War, a Canadian Reporter with the Free French*, Toronto, James Lorimer & Company, 1987.
25. Sylvie Guillaume, *Les Québécois et la vie politique française, 1914-1969, parentés et dissemblances*, thèse de doctorat de 3e cycle en histoire, Université de Bordeaux III, 1975.
26. *Ibid.*, p. 106.
27. Robert Arcand, «Pétain et de Gaulle dans la presse québécoise entre juin 1940 et novembre 1942», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 44, no. 3, hiver 1991.
28. Malheureusement, Arcand ne mentionne qu'un seul ouvrage, celui de Dale Thomson.
29. *Ibid.*, p. 385.
30. Stéphane Dionne, *La presse écrite canadienne-française et de Gaulle de 1940 à 1946*, mémoire de maîtrise en science politique, Université de Montréal, 1990.

31. *Ibid.*, p. 134.
32. Lors du colloque sur les Canadiens français et la Deuxième Guerre mondiale, Lavertu résumait l'essentiel de son propos. Voir Yves Lavertu, «Singularité du Pétainisme Québécois», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, no. 3/4, été 1995.
33. Lavertu, *L'Affaire Bernonville*, p. 35-36.
34. Fabrice Mosserey, «L'opinion des Canadiens français envers le général Charles de Gaulle et le Maréchal Philippe Pétain: 1940-1946», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, no. 3/4, été 1995.
35. Jenny-Louise Sexton, *La perception de la politique française durant l'occupation par des intellectuels franco-montréalais (1940-1945)*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 1998.
36. Ivan Carel, *Le Québec face à la France occupée: l'exemple du Nouvelliste, journal régional de Trois-Rivières*, mémoire de maîtrise en histoire, université de Rennes II, 1996.
37. Lise Quirion, *Le procès du maréchal Pétain dans la presse québécoise d'expression française (juillet et août 1945)*, mémoire de maîtrise en histoire, UQAM, 1998.
38. *Ibid.*, p. 62.
39. J. F. Hilaire, «The Canadian Government and the Free French: Perceptions and Constraints 1940-1941», *The International History Review*, vol. II, no. 1, janvier 1980, p. 87-108.
40. Paul Couture, *Politics of Diplomacy: the Crisis of Canada-France Relations*, thèse de doctorat en histoire, Université de York, 1981.
41. Toronto, Deneau, 1988.
42. Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1990.
43. William M. Chandler, «De Gaulle, le Canada et la guerre», texte présenté lors des Journées internationales *De Gaulle et son siècle*, organisées à l'UNESCO entre le 19 et le 24 novembre 1990 par l'Institut Charles de Gaulle, p. 2. Ce texte est aussi publié dans *Espoir*, no. 72, septembre 1990, p. 68-78.
44. Samuel Trudeau, *Vichy, la France libre et le Canada de 1940 à 1945*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Montréal, 1996.
45. Patrick Lambert, *Les Gaullistes au Canada, 1940-1942*, mémoire de maîtrise en histoire, Paris I, 1982.
46. Charles Halary, «De Gaulle et les Français de Montréal pendant la Deuxième Guerre mondiale», *Espoir*, no. 72, septembre 1990.
47. Sandrine Romy, *Les Canadiens face au régime de Vichy*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Paris I, 1991. L'essentiel du mémoire a été publié en 1992, dans le no. 32 de la revue *Études Canadiennes*.
48. Philippe Prévost, *La France et le Canada, d'une après-guerre à l'autre, 1918-1944*, Saint-Boniface, Éditions du blé, 1994.
49. Éric Amyot, *La bataille pour le Québec. Vichy, la France libre et le Canada français, 1940-1945*, thèse de doctorat en histoire, Université McGill, 1998. La thèse sera publiée sous peu aux Éditions Fides.